



Le Mercantour

Parc National

Décision individuelle N°2019-305

Pétitionnaire : S.A.F. HELICOPTERES

Adresse : Aéroport de Cannes Mandelieu – 06150 CANNES LA BOCCA

Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de parc national

Intitulé du projet : Approvisionnement des alpages et de bâtiments privés

Localisation : bâtiments pastoraux et privés situés dans le cœur du Parc national, communes de Tende, Saorge, Breil-sur-Roya, Sospel, Moulinet, La Bollène-Vésubie, Belvédère, St-Martin-Vésubie, St-Sauveur s/ Tinée, Roubion, Roure, Isola, St-Dalmas-le-Selvage, St Etienne-de-Tinée, Beuil, Péone, Guillaumes, Châteauneuf-d'Entraunes et Entraïnes)

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 12 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3, 25 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 18 juin 2019 par Monsieur ESMENGIAUD Benoît, conseiller au sein de la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes,

Considérant que la demande concerne des héliportages de matériels et denrées nécessaires à l'ouverture des alpages pour la saison 2019, dans le cadre de l'activité pastorale autorisée au titre de l'article 12 du décret n°2009-486 et de la modalité 25 de la Charte,

Considérant que la demande intègre des héliportages privés à des fins de mutualisation des coûts et réduction du dérangement généré dans le cœur du Parc national par les survols d'hélicoptères,

Considérant qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont le Gypaète barbu et l'Aigle Royal, sont encore en période de reproduction et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La société S.A.F Hélicoptères – Groupe S.A.F représentée par son président Monsieur ROSSET Christophe, est autorisée à effectuer un survol à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur de Parc national du Mercantour.

Ces survols ont pour objet l'héliportage de denrées et matériaux au bénéfice des personnes exerçant une activité pastorale en cœur de parc national, ainsi qu'au bénéfice de personnes privées au titre de travaux ou activités autorisés, dans le cadre de l'opération coordonnée par la Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : DOTTO Nicolas
type d'appareil : hélicoptère Ecureuil AS-350-B3
n° de l'appareil : F-HHMC

2.2. Le survol sera effectué conformément au programme et aux plans de vol annexés à la présente.

2.3. Le survol des « zones sensibles », telles que figurées aux plans de vol annexés, est interdit dans la zone cœur de Parc national en-dehors de l'itinéraire autorisé indiqué aux mêmes plans de vol.

2.4. L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants.

2.5. Les vols de liaison non chargés sont réalisés en reprenant l'itinéraire d'accès autorisé puis en volant en-dehors du cœur ou à une altitude supérieur à 1000 mètres du sol.

Cette prescription ne s'applique pas à la liaison « Camp d'Argent – Cabane Longue » ; pour ce vol, l'altitude minimale de l'appareil ne devra toutefois pas être inférieure à 300 mètres du sol en quelque endroit que ce soit.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du mardi 02 juillet 2019 au jeudi 04 juillet 2019.

En cas d'intempéries, le report des survols est autorisé sous réserve d'informer les chefs de services territoriaux concernés, 24h à l'avance par courriel ou contact direct.

Contacts

- Service territorial Haut-Var Cians

chef de S.T : DENTZ Clémentine (clementine.dentz@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : LOIREAU Jean-Noël (jean-noel.loireau@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.05.59.43

- Service territorial Tinée

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.02.42.27

- Service territorial Vesubie

chef du S.T : LOUVET Sébastien (sebastien.louvet@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 04.93.03.23.15

- Service territorial Roya-Bévéra
chef de S.T : COLLENOT Aurélien (aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr)
adjoint : CHAPELUT Florent (florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr)
① : 04.93.04.67.00

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés, compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 27 juin 2019

 Le Directeur-adjoint
Laurent SCHEYER

Copies :

- Service territorial Haut-Var Cians
- Service territorial Tinée
- Service territorial Vesubie
- Service territorial Roya-Bévéra
- Chambre d'Agriculture des Alpes-Maritimes

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.